L’UE demande une enquête de la CPI sur le Burundi

Jeune Afrique, 23 janvier 2017 Burundi : lâ€™UE demande Ã la CPI dâ€™ouvrir sans tarder une enquÃªte sur les violations d droits de lâ€™homme Dans une nouvelle rÃ©solution, lâ€™Union europÃ©enne vient de demander Ã la Cour pÃ©nale interna au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies dâ€™ouvrir une enquÃªte sur les "violations des droits de lâ€™homme au Burundi sujet sur lequel le Parlement europÃ©en n'est "pas Ã jour", a rÃ©torquÃ© Bujumbura.

Â«Â Le Parlement europÃ©en invite le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies et la CPI Ã ouvrir rapidement une enquÃªte complÃ¨te sur les violations des droits de lâ€™homme qui auraient Ã©tÃ© commises au Burundi au cours de la rÃ©cente crise dans le pays, y compris sur le risque dâ€™un gÃ©nocide sur son territoireÂ Â», lit-on au point 9 de la rÃ©solution 2017/2508, adoptÃ©e ce jeudi 19 janvier. Ã‰grenant une liste de rapports accompagnÃ©s de chiffres terrifiants sur les meurtres, enlÃ¨vements, disparitions forcÃ©es, torturesâ€¦ imputÃ©s aux agents de lâ€™Ã‰tat, le Parlement europÃ©en soutient par la r occasionÂ la dÃ©cision de lâ€™UE de suspendre ses aides budgÃ©taires, salue les sanctions ciblÃ©es Â«Â Ã lâ€™encontre Burundais responsables de violations de droits de lâ€™homme et de ceux qui font obstacle aux efforts visant Ã trouver une solution politique Ã la criseÂ Â». Les eurodÃ©putÃ©s consacrent par ailleurs une ligne Ã leur prÃ©occupation nÃ©e de Â«Â lâ faite par le prÃ©sident Nkurunziza le 30Â dÃ©cembreÂ 2016 selon laquelle il pourrait briguer un quatriÃ¨me mandat en 2020Â Â». La rÃ©ponse directe de Bujumbura La rÃ©plique ne sâ€™est pas fait attendre. Â«Â Le Parlement europÃ©en nâ€™ jour par rapport Ã la situation politico-sÃ©curitaire quiÂ prÃ©vaut actuellement au Burundi. Depuisâ€¦ le 30 dÃ©cembre 2016, i nâ€™a jamais Ã©tÃ© signalÃ© [par les dÃ©putÃ©s et sÃ©nateurs en vacance] des cas de violation des droits de lâ€™homme circonscription parmi les 18 que compte le BurundiÂ Â», affirme un communiquÃ© de deux pages, signÃ© le 20 janvier, au lendemain de la rÃ©solution, par les prÃ©sidents du SÃ©nat et de lâ€™AssemblÃ©e nationale. Mais le paragraphe a du mal Ã convaincre Anschaire Nikoyagize, prÃ©sident de la ligue Iteka, une organisation de dÃ©fense des droits de lâ€™homme qui continue de travailler discrÃ¨mentÂ aprÃ¨s sa dissolution par le gouvernement.Â Â«Â Depuis le dÃ©but de 2017, aucune semaine ne se passe sans quâ€™il y ait au moins huit meurtres. Du 9 au 15 janvier seulement, nous avons enregistrÃ© dix personnes tuÃ©es, deux torturÃ©es, trois portÃ©es disparues et 97 qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es arbitrairement par la policeÂ en collaboration avec les jeunes Imbonerakure affiliÃ©s au parti au pouvoir, le Cndd-FddÂ«Â , rÃ©vÃ¨le Nikoyagize, qui vit aujourdâ€™hui en exil. Le vote de la rÃ©solution a coÃ¯ncidÃ©Â avec la visite du commissaire Ã la paix et Ã la sÃ©curitÃ© d Africaine, Smail Chergui, Ã BujumburaÂ pour la recherche dâ€™une solution au paiement du contingent burundais engagÃ© en Somalie. Un autre sujet qui tape sur les nerfs des autoritÃ©s du pays, mais sur lequel lâ€™Union EuropÃ©enne ne veut pas non plus bouger dâ€™un iota. Armel Gilbert Bukeyeneza

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});